

N° 5337

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

PROJET DE LOI

portant création d'un congé individuel de formation et  
modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant  
l'institution d'un congé-éducation

\* \* \*

(Dépôt: le 4.5.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (30.4.2004) .....	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Fiche financière .....	3
4) Texte du projet de loi .....	3
5) Commentaire des articles .....	6

\*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation.

Château de Berg, le 30 avril 2004

*Le Ministre de l'Education nationale,  
de la Formation professionnelle et des Sports,*

Anne BRASSEUR

HENRI

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Dans un avis triptyque du 8 décembre 1993, le conseil économique et social a formulé des recommandations portant sur la formation professionnelle. Il en est résultée la loi du 22 juin 1999 ayant pour objet le soutien et le développement de la formation professionnelle continue qui a instauré un régime légal pour l'accès collectif des travailleurs à la formation professionnelle continue. En date du 21 février 2001, le comité consultatif à la formation professionnelle à caractère tripartite a mandaté les partenaires sociaux de définir un régime d'accès individuel à la formation professionnelle continue. Dans le cadre de la convention instituant au niveau interprofessionnel une série de moyens facilitant l'accès de l'individu à la formation professionnelle continue, signée le 2 mai 2003, les parties contractantes ont également formulé leurs recommandations pour instituer un congé y relatif.

Dans leurs réflexions, les partenaires sociaux partent de la législation existante en matière de congé-éducation, en l'occurrence la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation. Les parties suggèrent soit de scinder cette loi en deux chapitres, l'un se consacrant aux activités de jeunesse, l'autre traitant de l'accès individuel à la formation professionnelle continue ainsi qu'à l'apprentissage tout au long de la vie, soit de reprendre les dispositions légales proposées dans une nouvelle loi.

L'exécution de ces nouvelles mesures doit relever, selon l'appréciation des parties signataires de la convention, du ministre qui a la formation professionnelle dans ses attributions.

Le Gouvernement a retenu d'adopter les mesures préconisées en matière d'accès individuel à la formation professionnelle continue dans le cadre d'un projet de loi à part. Le présent projet, qui suit de près l'accord interprofessionnel, contribue à la mise en place d'un système de formation et d'apprentissage tout au long de la vie, pour lequel le congé individuel de formation, limité à 80 jours par carrière professionnelle, présente un instrument important et absolument nécessaire. Ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre des conclusions tirées déjà en 1995 par la Commission Européenne dans son Livre Blanc (Livre blanc sur l'éducation et la formation, Enseigner et apprendre, Vers la société cognitive) qui dit que pour répondre au défi du monde qui traverse une période de transition et de profonds changements, l'apprentissage tout au long de la vie acquiert une importance toute particulière. Nul n'ignore que la formation et en l'occurrence la formation des adultes nécessite du temps libre, ce dont les personnes engagées dans une activité professionnelle ne disposent pas nécessairement en quantité suffisante. En vue d'une meilleure professionnalisation des acteurs économiques en place et face aux mutations qui affectent les postes de travail, l'Etat se doit d'intervenir, à côté des entreprises, en faveur de l'individu qui souhaite se former davantage. La charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, adoptée le 9 décembre 1989 retient déjà que „Tout travailleur de la Communauté européenne doit pouvoir avoir accès à la formation professionnelle et en bénéficier tout au long de sa vie active (...) Les autorités publiques compétentes, les entreprises ou les partenaires sociaux, chacun dans la sphère de leurs compétences, devraient mettre en place les dispositifs de formation continue et permanente, permettant à toute personne de se recycler, notamment en bénéficiant de congés formation, de se perfectionner et d'acquérir de nouvelles connaissances compte tenu notamment de l'évolution technique.“

Par le présent projet il est contribué à l'amélioration de l'accès aux offres de formation des adultes pour tous les acteurs économiques du pays. Il est complémentaire par rapport à la loi sur l'accès collectif où le rôle majeur est tenu par les entreprises.

Les modifications nécessaires de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation sont également opérées dans le présent projet afin de délimiter clairement le champ d'application de cette loi.

## FICHE FINANCIERE

L'évaluation financière du présent projet de loi ne peut être qu'estimative au vu des informations disponibles à ce jour concernant les dépenses pour l'Etat occasionnées par la législation sur le congé-éducation.

En 2003, le Service National de la Jeunesse a traité 1.153 demandes de congé qui tomberaient dans le champ d'application de la nouvelle loi sur le congé-formation, et qui ont entraîné des dépenses de 508.202,47 € pour le budget de l'Etat.

Il s'agit en l'occurrence d'un montant qui ne donnerait pas lieu à un crédit supplémentaire au niveau du budget de l'Etat, mais à un transfert du Ministère de la Famille, Service national de la Jeunesse vers le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, Service de la Formation professionnelle.

Actuellement rien ne laisse présager si l'utilisation du congé-formation progresse significativement.

*Evolution du congé-éducation depuis 1995 (nombre de demandes)*

<i>Année</i>	<i>Maîtrise</i>	<i>Education/formation des adultes</i>	<i>Total</i>
1995	744	175	919
1996	669	206	875
1997	679	313	992
1998	675	337	1.012
1999	614	364	978
2000	661	356	1.017
2001	587	318	905
2002	606	320	926
2003	598	555	1.153

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1er.** Il est institué un congé spécial dit „congé-formation“, destiné à permettre aux salariés, aux indépendants et aux personnes exerçant une profession libérale, affiliés depuis deux années au moins à la sécurité sociale luxembourgeoise, de participer à des cours, de préparer des examens et d'y participer, de rédiger des mémoires ou d'accomplir tout autre travail en relation avec une formation éligible d'après l'article 2.

Pour pouvoir bénéficier de ce congé, les salariés doivent être liés par un contrat de travail, au sens de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, à une entreprise ou association légalement établie et active au Grand-Duché de Luxembourg et avoir une ancienneté de service d'au moins six mois auprès de l'employeur avec lequel ils se trouvent en relation de travail au moment de solliciter le congé.

Par ailleurs ils doivent être normalement occupés sur un lieu de travail situé sur le territoire luxembourgeois.

Le congé est accordé sur demande de l'intéressé par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions, ci après désigné par „le ministre“.

Pour les salariés, la demande de congé doit obligatoirement être avisée par l'employeur.

En cas d'avis négatif de l'employeur, le congé peut être différé si l'absence résultant du congé sollicité risque d'avoir une répercussion majeure préjudiciable à l'exploitation de l'entreprise ou au déroulement harmonieux du congé annuel payé du personnel.

Les procédures de demande, d'attribution, de gestion, de report du congé et de règlement de litiges sont déterminées par règlement grand-ducal.

**Art. 2.** Sont éligibles pour l'obtention du congé-formation, les formations dispensées soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger:

- par les institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par ces mêmes autorités;
- par les chambres professionnelles;
- par les associations privées agréées individuellement à cet effet par le ministre.

Ne sont pas éligibles les formations prévues et cofinancées par d'autres dispositions légales, notamment celles qui font partie intégrante d'un plan ou projet de formation, tel que défini aux articles 3 et 5 de la loi modifiée du 22 juin 1999 précitée et celles prévues par l'article 26 de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel.

**Art. 3.** La durée totale du congé-formation ne peut dépasser 80 jours pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière professionnelle.

Le nombre maximal de jours de congé-formation attribuable est de vingt jours sur une période de deux ans, chaque période bi-annuelle commençant avec l'année de la première prise de congé.

Le congé peut être fractionné, la durée minimale du congé-formation est de 1 jour.

En ce qui concerne les salariés travaillant à temps partiel, les jours de congé par formation sont calculés proportionnellement.

La durée du congé-formation ne peut pas être imputée sur le congé annuel de récréation tel qu'il résulte de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé ou d'un accord collectif ou individuel.

Le nombre total de jours de congé-formation auquel peut prétendre le bénéficiaire est fonction du nombre d'heures investies dans la formation.

Ce nombre d'heures est soit défini par l'organisme de formation, soit déterminé sur base des horaires de cours des écoles et instituts de formation.

Le nombre total des jours de congé-formation est déterminé comme suit:

Le nombre d'heures investies est converti en nombre de journées de travail en divisant le nombre de ces heures par 8. Le nombre de jours de congé-formation est obtenu en divisant le quotient ainsi obtenu par 3. Le résultat est arrondi, le cas échéant à l'unité inférieure.

Le Service de la formation professionnelle est chargé de la gestion du congé-formation.

**Art. 4.** La durée du congé-formation est assimilée à une période de travail effectif. Pendant la durée du congé-formation, les dispositions légales en matière de sécurité sociale et de protection de l'emploi restent applicables aux bénéficiaires.

Les salariés bénéficiaires du congé-formation ont droit, pour chaque journée de congé, à une indemnité compensatoire égale au salaire journalier moyen tel que défini par l'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé.

Les personnes exerçant une activité professionnelle indépendante ou libérale bénéficient d'une indemnité compensatoire fixée sur base du revenu ayant servi pour le dernier exercice cotisable comme assiette cotisable à la Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels respectivement à la Caisse des employés privés.

Les indemnités compensatoires fixées ci-dessus sont plafonnées à 400% du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

**Art. 5.** Aux ayants droit salariés, l'indemnité compensatoire est payée par l'employeur. L'Etat rembourse à l'employeur le montant de l'indemnité et la part patronale des cotisations sociales au vu d'une déclaration y afférente, dont le modèle est défini par le ministre.

L'indemnité compensatoire revenant aux ayants droit des professions indépendantes ou libérales est payée directement par l'Etat aux bénéficiaires.

Les pièces à produire par le bénéficiaire pour prouver qu'il a bien utilisé le congé à la finalité pour laquelle il a été sollicité, sont déterminées par règlement grand-ducal.

**Art. 6.** Il est créé une commission consultative qui a pour mission:

- de conseiller le ministre dans le domaine du congé-formation;
- d'aviser les demandes de congé des indépendants et professions libérales;
- de donner son avis en cas de litiges pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente loi.

La commission comprend:

- un représentant du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions comme président;
- un représentant du ministre ayant le travail dans ses attributions;
- un représentant proposé par la chambre de commerce;
- un représentant proposé par la chambre des métiers;
- un représentant proposé par la chambre d'agriculture;
- un représentant proposé par la chambre de travail;
- un représentant proposé par la chambre des employés privés.

Il est désigné pour chacun des membres ci-avant un membre suppléant. Les membres et leurs suppléants sont nommés par le ministre pour un terme renouvelable de 5 ans.

Le président et les membres peuvent se faire remplacer de plein droit par leur suppléant.

La commission peut s'adjoindre des experts.

Le fonctionnement de la commission est défini par règlement interne.

**Art. 7.** Les indemnités accordées en application de la présente loi doivent être restituées immédiatement lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de déclarations que le bénéficiaire savait inexactes ou incomplètes. Le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.

**Art. 8.** L'engagement suivant dans l'intérêt du Service de la formation professionnelle se fait par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre d'engagements de renforcement déterminé par les lois budgétaires futures.

1 rédacteur ou 1 employé(e) de l'Etat de la carrière D.

**Art. 9.** L'article 1er de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation est remplacé comme suit:

„Le but du congé-éducation est la formation et le perfectionnement d'animateurs de jeunesse et de cadres de mouvements de jeunesse ou d'associations culturelles et sportives pour autant que les activités de formation et de perfectionnement visent essentiellement les jeunes.

L'octroi du congé-éducation doit permettre la participation des jeunes à des stages, journées ou semaines d'études, cours, sessions ou rencontres à l'intérieur du pays et à l'étranger, dont le programme est approuvé par le ministre ayant dans ses attributions les questions de la jeunesse.

Sont éligibles pour l'obtention du congé-éducation, les activités mentionnées ci-dessous pour autant qu'elles se situent dans le secteur jeunesse:

- a) la formation et le perfectionnement d'animateurs de jeunesse
- b) la formation et le perfectionnement de cadres de mouvements de jeunesse ou d'associations culturelles et sportives
- c) l'organisation d'activités éducatives pour jeunes ou de stages de formation.

L'approbation de ce programme ainsi que l'octroi du congé-éducation se font dans la mesure des crédits inscrits à cet effet au budget annuel de l'Etat.“

L'article 2 de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation est abrogé.

Le point a) du premier alinéa de l'article 4 de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation est modifié comme suit:

„a) l'intéressé salarié doit être lié par un contrat de travail à une entreprise ou association légalement établie et opérationnelle au Grand-Duché de Luxembourg“

Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation est modifié comme suit:

„En ce qui concerne les personnes travaillant à temps partiel, les jours de congé-éducation sont calculés proportionnellement.“

**Art. 10.** Avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, un rapport d'évaluation sera adressé au Gouvernement et à la Chambre des Députés.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1er.*

Cet article définit en premier lieu le champ d'application du congé-formation. Il s'adresse aux salariés, aux indépendants et aux professions libérales indépendamment de leur pays de résidence. Le public cible doit obligatoirement être affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise pendant deux ans et de surcroît, les salariés, doivent être liés par un contrat de travail à une entreprise ou association légalement établie au Grand-Duché de Luxembourg et jouir d'une ancienneté de six mois auprès de leur actuel patron. Ceci inclut donc les salariés des entreprises commerciales et des entreprises non commerciales et répond aux ambitions d'une législation qui s'inscrit dans le cadre général de l'apprentissage tout au long de la vie.

En deuxième lieu, cet article précise que l'allocation du congé-formation est de la compétence du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions et que les procédures pratiques en sont déterminées par règlement grand-ducal.

### *Article 2.*

Cet article définit d'abord les prestataires au niveau national ou à l'étranger dont les formations sont éligibles pour l'obtention d'un congé-formation.

Les formations offertes par ces derniers sont éligibles au sens de la loi quand leur contenu vise une occupation professionnelle. Par ce biais, les formations suivies dans le but d'agrémenter des loisirs, sont exclues.

Pour éviter un double financement de la part de l'Etat, les participants aux formations financées ou cofinancées sur base d'autres dispositions légales ne peuvent pas prétendre au bénéfice du congé-formation.

### *Article 3.*

La durée totale du congé-formation par carrière professionnelle individuelle est fixée conformément aux règles en vigueur en matière de congé-éducation.

La limite inférieure de la durée d'un congé est fixée également.

Le congé-formation accordé et indemnisé par l'Etat ne peut dépasser un tiers du temps total investi par le bénéficiaire.

La gestion administrative et financière de la présente loi est assurée par le Service de la Formation professionnelle.

### *Article 4.*

Afin de sauvegarder la protection sociale des bénéficiaires, la période du congé-formation est considérée au même titre que par exemple le congé politique, c'est-à-dire que les dispositions concernant la protection contre le licenciement sont applicables.

Afin de garder les dépenses publiques dans des limites raisonnables, le taux de l'indemnité compensatoire maximale est fixé à 4 fois le salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

*Article 5.*

Cet article définit la procédure de remboursement qui se base sur un formulaire dont le modèle est défini par le ministre.

*Article 6.*

La commission consultative prévue possède, de par sa composition, les diverses connaissances nécessaires pour remplir la mission lui conférée par le présent article.

Le cas échéant, elle consulte des experts externes.

*Article 7.*

Ces dispositions sont reprises de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures.

*Article 8.*

Ne nécessite pas de commentaires.

*Article 9.*

Comme les congés en matière de formation à finalité professionnelle relèvent désormais du présent projet, il y a lieu de réajuster le champ d'application de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation en conséquence et de le limiter aux activités de formation, d'animation et d'encadrement de jeunesse.

L'article 2 de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation est à abroger vu que la condition d'âge n'est pas applicable aux activités visées par la nouvelle loi du congé-éducation modifiée.

L'article 2 de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation prévoit une condition de résidence. La condition proposée pour le texte du „congé-formation“ correspond mieux au contexte actuel.

*Article 10.*

Le rapport comportant des éléments quantitatifs et qualitatifs sert à évaluer les moyens mis en oeuvre par l'Etat par rapport à l'utilisation effective.

